

Bureau Européen de Coordination de la Libre Pensée

10/12 rue des Fossés Saint-Jacques 75005 Paris (France)

L'affaire du couvent de Tuam rebondit :

**Commission internationale d'enquête
pour que justice soit rendue aux victimes des crimes de
l'Eglise catholique !**

**En République d'Irlande, comme partout,
il est temps de «séparer les Eglises de l'Etat» !**

Comme le relève *The Journal* du 3 mars 2017, "lors d'une conférence de presse convoquée à la hâte" ce vendredi 3 mars 2017, la Ministre chargée de l'Enfance de la République d'Irlande, Katherine Zappone a confirmé que nombre "significatif" de restes humains avaient été découverts sur le site d'un ancien home géré par la Congrégation du Bon Secours à Tuam. Une analyse scientifique de ces restes a permis de conclure qu'il s'agissait d'enfants allant du nourrisson jusqu'à l'âge de 2/3 ans. Il n'est pas encore possible d'affirmer combien d'enfants précisément furent enterrés sur le site. "Nous ne connaissons tout simplement pas leur nombre" a déclaré Mme Zappone à la presse.



la Congrégation du Bon Secours à Tuam

En mai 2014, le monde entier a appris que des squelettes d'enfants et de nouveau-nés ont été découverts dans une cuve en béton  côté d'un ancien couvent catholique de la ville de Tuam, dans le comté de Galway, en Irlande. Entre 1925 et 1961, ce lieu a accueilli des jeunes mères célibataires tombées enceintes hors mariage.

L'historienne Catherine Corless, en réalisant des recherches sur les archives d'un ancien couvent de Tuam - aujourd'hui reconverti en lotissement - a découvert que 796 enfants avaient été enterrés sans cercueil ni pierre tombale, secrètement par les sœurs du couvent de Bon-Secours.

Cette découverte rappelle un autre scandale impliquant également des mères célibataires. Entre 1922 et 1996, plus de 10.000 jeunes filles et femmes avaient travaillé gratuitement dans des blanchisseries exploitées commercialement par des religieuses catholiques en Irlande. Les pensionnaires, surnommées les «Magdalene Sisters», étaient des filles tombées enceintes hors mariage ou qui avaient un comportement jugé immoral dans ce pays régi par la Doctrine sociale de l'Eglise catholique et son principe de subsidiarité, notamment depuis la Constitution de 1937, rédigée par le Taoiseach Eamon De Valera (*Fianna Fáil*) sous les auspices de Mgr John Charles McQuaid, futur archevêque de Dublin.

Le quotidien mancunien *The Guardian*, en date du 4 juin 2014, conclut en interrogeant : «Les pratiques des sœurs

du couvent de Tuam étaient-elles isolées ? Sinon, combien de morts dans chacun des couvents irlandais ? Quels étaient leurs noms ? Où sont les tombes ?»

Le Bureau Européen de Coordination de la Libre Pensée, qui rassemble des associations se situant dans un cadre large d'activités se référant à la Libre Pensée et à l'athéisme (*lutte pour la séparation des Églises et de l'État, refus des dogmes, émancipation intégrale de l'Humanité, pacifisme, etc....*), est indépendant de toute structure institutionnelle, étatique ou supranationale.

Commission internationale d'enquête

pour que justice soit rendue aux victimes des crimes de l'Église catholique !

Le Bureau Européen de Coordination de la Libre Pensée tient à rappeler que le 20 juillet 2011, devant le Dáil Éireann, le Taoiseach **Enda Kenny**, Premier ministre de la République d'Irlande et dirigeant du parti *Fine Gael*, fondé en 1933 et historiquement lié à la doctrine sociale de l'Église, prononçait un discours après un rapport accablant sur le diocèse catholique de Cloyne (comté de Cork) mené par une Commission d'investigation : *«Heureusement pour nous, nous ne sommes pas à Rome. Ni dans l'Irlande des centres d'apprentissage ou des blanchisseries de Magdalene, où le bruissement d'une soutane suffisait à étouffer la conscience et l'humanité et l'oscillation de l'encensoir dirigeait le monde Irlando-catholique. Nous sommes dans la République d'Irlande de 2011. Une République de droit... de droits et de devoirs, avec son ordre public propre...où la délinquance et l'arrogance d'une certaine version... d'une certaine sorte de «moralité» ne sera plus tolérée ou ignorée à l'avenir.»*

**En République d'Irlande, comme partout,
il est temps de «séparer les Eglises de l'Etat» !**

Dublin, Londres, Paris, le 6/03/2017

Pour mémoire

- La Libre Pensée française s'est adressée, le 17 octobre 2014, puis le 12 janvier 2015, à cette Congrégation du Bon-Secours pour demander qu'elle ouvre ses archives pour les donner à la Justice.
- Devant son silence répété, la Libre Pensée s'est adressée, le 5 février 2015, à la Conférence des Evêques de France pour obtenir la même chose. Celle-ci lui a répondu, par le biais du journal catholique *La Croix*, que cette congrégation dépendait directement du Vatican.
- Le 3 avril 2015, la Libre Pensée française s'est adressé par voie postale au «Pape François » pour qu'il ordonne que les archives de la Congrégation du Bon-Secours soient ouvertes à la Justice. Nous avons la preuve que la lettre a bien été reçue au Vatican, par voie postale et en mains propres. Depuis, le Vatican se terre dans le silence sur cette affaire et n'a pas répondu à la demande de la Libre Pensée.

Le 23 avril 2015, l'Association Internationale de la Libre Pensée (IAFT/AILP) s'est adressée à M. Jorge Mario Bergoglio, évêque de Rome, connu sous le nom de «Pape François» : *«En clair, la responsabilité émane directement de vos services au Vatican. L'Église catholique fonctionnant sur le principe hiérarchique d'autorité, l'Association internationale de la Libre Pensée vous demande d'ordonner à la Congrégation du Bon Secours d'ouvrir ses archives pour aider la Justice à faire toute la lumière sur les véritables responsables de cette tragédie.»*

Le directeur exécutif de la **National Secular Society** du Royaume-Uni, Keith Porteous Wood, également porte-parole de l'Association Internationale de Libre Pensée, qui a travaillé depuis de nombreuses années sur ce dossier des abus sexuels commis par des prêtres et a fourni de multiples preuves aux Nations-Unies quant au silence coupable de l'Église catholique. Keith Porteous Wood est également l'auteur d'un volumineux rapport sur les crimes sexuels commis par l'Église catholique présenté au Conseil des Droits de l'Homme aux Nations Unies en 2009 – rapport qui avait, à l'époque, reçu une large couverture médiatique au plan international, Les rapports de Keith Porteous Wood au Conseil de l'Europe et aux Nations Unies sont disponibles sur : <http://www.secularism.org.uk/unhrc-holy-see-child-abuse-ref1.html>

<http://www.secularism.org.uk/uploads/briefing-for-councilofeurope-examination-of-ireland.pdf>